

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Lille, le 07/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SEVELNORD**

BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : V2.2025.364

Code AIOT : 0007001055

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de l'Inspection.

La présente visite d'inspection porte sur le sujet des PFAS dans les rejets aqueux de l'établissement suite aux différentes campagnes d'analyses menées en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

La présente visite, porte également sur la surveillance environnementale et notamment de la qualité de l'air environnant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVELNORD produit, sur le site d'Hordain, des véhicules utilitaires légers et des véhicules particuliers pour 6 marques : Peugeot, Citroën, Opel, Vauxhall, Fiat et Toyota avec des motorisations thermiques (diesel) et, depuis fin 2020 électriques avec une vitesse de ligne de 32 véhicules / h en 2023.

Fin 2023, l'usine employait 2543 personnes.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- le «Ferrage» pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,
- la «Peinture» pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,
- le «Montage» pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ;
- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation (rubrique principale IED) ;
- 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ;
- 2940-2 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sous le régime de l'enregistrement ;
- 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement.

L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11/01/1993. Les arrêtés préfectoraux des 04/12/2002, 02/02/2006, 07/02/2017 et 26/06/2020 ont notamment modifié et complété les prescriptions de l'arrêté de 1993 pour ce qui concerne les rejets atmosphériques du site et la surveillance environnementale (arrêté préfectoral complémentaire du 07/02/2017). Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%
- AR - 4
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------|--|--|-----------------------|
| 3  | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2      | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 4  | Mesures d'investigation   | Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Déclaration des résultats GIDAF                   | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  | Sans objet        |
| 2  | Rejets aqueux de PFOS                             | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 | Sans objet        |
| 5  | Mise en place d'une surveillance environnementale | Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 7  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a des rejets significatifs d'AOF dans ses rejets aqueux d'eaux usées industrielles et les campagnes de mesure qu'il réalise trimestriellement montre que ces rejets sont variables et persistent. Il doit poursuivre ses investigations pour en déterminer l'origine puis les réduire. La surveillance environnementale de la qualité de l'air autour du site est réalisée et ne montre pas d'alerte particulière, il est toutefois pertinent que l'exploitant réexamine les conditions de cette surveillance pour tenir compte de l'évolution éventuelle de ses installations, de l'occupation des sols autour du site, ainsi que des préconisations du guide de l'INERIS de 2021 sur la surveillance de la qualité de l'air autour des ICPE.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a réalisé les 3 prélèvements et analyses de PFAS demandées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, les 12/10/23, 17/11/23 et 11/12/23. Il réalise depuis à la demande de la DREAL une surveillance trimestrielle de ses rejets, les prélèvements ont été réalisés les 11/07/24, 09/10/24, 08/01/25, 07/04/25 et 29/07/25. Les résultats sont déclarés dans l'application GIDAF. Le point de rejet concerné concerne les eaux usées industrielles (P3).<br><br>Les points de rejets d'eaux pluviales n'ont pas fait l'objet d'analyses. |

|   |
|---|
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera la non réalisation d'analyses sur les points de rejets d'eaux pluviales. L'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précise que des eaux pluviales non souillées ne sont pas concernées par des analyses. Il indique cependant que les émissaires d'eaux de ruissellement où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont concernés par cette campagne.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 2 : Rejets aqueux de PFOS**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau<br/>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le PFOS n'a pas été quantifié dans l'ensemble des campagnes de mesures. La valeur limite réglementaire de 25 µg/l est donc respectée.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 3 : Liste des substances PFAS**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>  |

A partir de la base de données de ses produits chimiques (base CHEMA), l'exploitant a identifié les produits utilisés qui ont une base fluorée. Il a notamment identifié les gaz frigorigènes R134a et 1234F, produits qui a priori ne sont pas susceptibles d'être présents dans les eaux de rejets du site car il ne sont pas directement utilisés pour la production des véhicules.

L'exploitant a élargi ses recherches en questionnant les fournisseurs de produits du site. 30 fournisseurs ont ainsi été questionnés, 23 ont répondu que leurs produits ne contiennent pas de PFAS, 7 sont en attente de réponse. Les inspecteurs ont demandé à consulter les réponses des fournisseurs NIPPON PAINT, PPG et 3M et ont constaté que leurs réponses sont incomplètes ou non étayées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit poursuivre les démarches visant à obtenir de ses fournisseurs des réponses sur la présence de PFAS ou composés fluorés dans leurs produits.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Mesures d'investigation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas, à ce jour, identifié l'origine et mis en place des actions pour réduire ou supprimer les émissions d'AOF au niveau des rejets d'eaux usées du site (point P3) dont les rejets restent variables d'une mesure à l'autre et élevés, le dernier prélèvement en date du 29 juillet a en effet révélé une concentration de 82 µg/l.

Dans le cadre des investigations, des mesures de PFAS et AOF sont prévues à différents points de process pour identifier leurs origines. Une mesure sur le point P1 (en sortie de la station physicochimique) devait être réalisée en octobre 2024 mais n'a pas été réalisée. Elle a ensuite été planifiée en juillet 2025 mais une erreur du laboratoire en charge de la mesure a conduit à ce qu'elle ne soit pas réalisée. Au jour de l'inspection, l'exploitant a prévu en octobre 2025 cette nouvelle mesure et envisage ultérieurement de réaliser de nouvelles mesures en amont de la station physicochimique mais sans préciser l'échéance.

Les inspecteurs indiquent qu'un retard significatif est constaté et demandent à ce que les mesures prévues en amont de la station physicochimique (en sortie des installations TTS et cataphorèse) soient réalisées au mois d'octobre, en même temps que les mesures prévues en aval de cette station.

L'exploitant prend acte de cette demande.

L'exploitant indique qu'il a programmé le remplacement des émulseurs TRIDOL S6 et PLUREX NK. La fiche de donnée de sécurité du TRIDOL S6 confirme la présence de PFAS dans le produit. La fiche de donnée de sécurité du PLUREX NK ne met pas en évidence de PFAS mais la produit arrive à sa date de péremption. Lors de la visite des installations, les inspecteurs ont constaté que ces produits étaient stockés dans le local fermé Nord Sprinkler, en attente d'évacuation pour élimination.

Dans le local A3F, les inspecteurs ont constaté que les émulseurs TRIDOL S6 et PLUREX NK n'étaient pas présents, remplacés par le nouvel émulseur du site identifié FILMOPOL3X6. L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours aujourd'hui pour remplacer ce nouveau produit dont certains lots pourraient contenir des PFAS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à ce que les mesures prévues en amont de la station physicochimique (en sortie des installations TTS et cataphorèse) soient réalisées plus tôt, dans l'idéal, au mois d'octobre, en même temps que les mesures prévues en aval de cette station. A la réception des résultats, l'exploitant devra informer l'inspection des mesures qu'il prévoit pour poursuivre les investigations.

L'exploitant précisera à l'Inspection la gestion qu'il prévoit de l'émulseur FILMOPOL3X6 dont certains lots sont susceptibles de contenir des PFAS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Mise en place d'une surveillance environnementale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en place d'une surveillance environnementale

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air environnant de ses installations et des retombées selon les modalités suivantes: 2 campagnes par an (été et hiver), sur les paramètres Xylènes, Acétate de butyloglycol, 1,2,4-triméthylbenzène, Ethylbenzène, Acétate de n-butyle, N-butanol, Isobutanol, 2-butoxyéthanol.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu dans son

environnement proche.

Les résultats sont positionnés par rapports aux valeurs limites réglementaires ou de référence et sont assortis de commentaires.

#### **Constats :**

L'exploitant présente les résultats des campagnes de mesures réalisées en 2024. 2 campagnes de mesures se sont déroulées en 2024, en juillet et en décembre. 9 points de mesure ont été retenus, 5 en limite de propriété à l'intérieur de l'usine et 4 dans les communes avoisinantes, sur une durée de 14 jours chacune. Des tubes passifs sont utilisés pour réaliser les mesures.

Les retombées maximales sont au niveau du point 3 en limite de propriété au nord du site. Les résultats de mesures des 2 campagnes sont inférieurs aux valeurs de référence identifiées par l'exploitant, excepté un dépassement pour l'éthylbenzène lors de la période hivernale (mesure de 3,23 µg/m<sup>3</sup> au lieu de 2,1). Lors des 2 campagnes réalisées en 2023, aucun dépassement des valeurs de référence n'avait été relevé.

Le rapport de bilan des campagnes de l'année 2024 présente la stratégie de prélèvements retenue et la localisation des points de prélèvements. L'Inspection note que la station météo utilisée pour vérifier la pertinence de la localisation des points de mesures pendant les campagnes est située à 14 km du site. L'exploitant justifiera que les données de cette station sont représentatives pour son site malgré la distance. Le cas échéant, une station peut être mise en place sur site pendant les campagnes de mesure. Par ailleurs, aucune justification n'est apportée sur le choix de la localisation des points de mesure.

Les inspecteurs ont pu constater lors de la visite terrain qu'une campagne de surveillance était en cours et la présence de tubes passifs sur un parking du site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande à ce que l'exploitant réexamine son programme de surveillance environnementale pour tenir compte des évolutions éventuelles de ses installations depuis sa mise en place, de leurs performances, ainsi que des préconisations du guide de l'INERIS de 2021 sur la surveillance dans l'air autour des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite